

A PROPOS D'IMMIGRATION

La revanche du bon sens — Propos d'après-guerre

Le bon sens finit toujours par obtenir sa revanche. Il y faut quelquefois du temps, mais cela vient quand même. Vous rappelez-vous les jours, qui paraissent déjà lointains, où M. Monk, MM. Bourassa et Lavergne, mettaient les autorités fédérales en garde contre les dangers d'une immigration trop abondante et sans choix? Ils alléguaient l'exemple et l'expérience des Etats-Unis. M. Monk particulièrement, que la question préoccupait depuis longtemps et qui était allé l'étudier sur place chez nos voisins, rapportait les témoignages des spécialistes de là-bas. Tous lui avaient dit: Prenez donc garde qu'un pays ne peut absorber qu'un certain nombre d'éléments étrangers, qu'il lui faut du temps pour digérer, si l'on peut dire, cette matière nouvelle.

Année par année, au parlement et dans la presse, MM. Monk, Bourassa, Lavergne et leurs amis répétèrent leur cri d'alarme, notant que le Canada se préparait une tâche infiniment plus lourde que celle qu'avaient rencontrée les Etats-Unis, accumulant les statistiques, fournissant documents sur documents. En pleine Chambre des Communes un jour (c'était en 1906 ou 1907, si nous avons bonne souvenance), Armand Lavergne produisit même un appel d'une société anglaise conseillant l'envoi au Canada des déchets du monde britannique.

Tout cela n'aboutit, et après de longs efforts, qu'à des résultats fragmentaires. Les partisans de la réforme n'avaient pour eux que le sens commun et le souci de l'intérêt national. Il y avait de l'autre les plus puissants intérêts particuliers: ceux des grands entrepreneurs qui voulaient de la main d'oeuvre abondante et à bon marché; ceux des détenteurs de grands terrains vacants qui voulaient se débarrasser le plus rapidement possible, et au meilleur compte, des terres qu'ils avaient acquises, sans compter les hommes de transport qui avaient naturellement tendance à se procurer le plus de clients possible. Tout cela se combinait avec le désir d'afficher de gros progrès apparents, d'augmenter le nombre des contribuables, pour faire ouvrir très larges les portes du pays. Le bénéfice apparent était immédiat; pour deviner les périls inévitables, il fallait songer à l'avenir et se préoccuper de l'intérêt général, choses qui n'intéressent trop souvent qu'un petit nombre de gens.

Mais l'avenir d'alors est aujourd'hui le présent, et l'on s'inquiète, dans des milieux inattendus, de la proportion trop grande, accentuée encore par la guerre qui fauche dans les rangs des Canadiens et des britanniques, des immigrants étrangers. Un journal comme la *Gazette* a même pu, pas plus tard que mardi dernier, faire écho à notre ancien cri d'alarme et constater que, si l'on a fait quelques efforts pour protéger le pays contre l'entrée d'immigrants trop pauvres ou malades, on a surtout songé à obtenir le plus grand nombre d'immigrants possible. *«Les directeurs des prisons et des asiles, dit la Gazette, se sont souvent plaints des conséquences de cette politique, tandis que son effet sur la qualité de la citoyenneté s'est manifesté de façon déplaisante dans certaines parties de l'Ouest.»* Et la *Gazette* conclut que, si le Canada devra encore recourir à l'immigration, il ne devra ni ouvrir trop grandes ses portes, ni les laisser sans surveillance. *«But the door ought not to be wide open and unwatched.»*

* * *

C'est, naturellement, la perspective de l'après-guerre qui inspire à la *Gazette* ces réflexions. Chacun sent que le problème de l'immigration redeviendra, dès la fin de la guerre, d'une pressante actualité. Combien de fois, depuis le début des hostilités, avons-nous demandé aux autorités de profiter de l'interruption du courant migratoire pour réformer notre régime, pour établir une méthode de choix plus rigoureuse, pour exiger de tous les futurs habitants du Canada la production d'un casier judiciaire qui nous permette de savoir un peu ce qu'ils ont fait dans leur pays d'origine, pour constituer, en dehors de la politique, un corps de fonctionnaires spécialistes qui soient en état de surveiller efficacement l'exécution d'une politique intelligente? M. Georges Pelletier a même consacré toute une brochure à cette question de l'immigration. On ne nous a guère écoutés jusqu'ici et, pourtant, c'est maintenant qu'il faudrait se préparer à faire face à l'immigration d'après-guerre. Si l'on attend que tout soit fini là-bas pour se mettre à l'oeuvre, il sera trop tard. On sera contraint d'improviser au milieu de la besogne.

C'est un point très controversé que de savoir si l'immigration d'après-guerre sera très nombreuse et vers quels pays elle se dirigera. Beaucoup croient que, pour parer aux conséquences de la guerre, les gouvernements d'Europe limiteront autant que possible l'émigration de leurs sujets, des meilleurs en tout cas; mais une chose certaine, c'est qu'il y aura chez nous un fort mouvement en faveur de l'immigration à outrance. Plusieurs voient dans l'immigration très abondante le plus efficace moyen de parer aux conséquences économiques de la guerre. Ainsi, il peut arriver que, d'une part, l'Europe cherche à garder ses meilleurs sujets et que, d'autre part, toute une école chez nous cherche à avoir le plus de sujets possible et vise beaucoup plus à la quantité qu'à la qualité.

Double raison de monter à la barrière une garde vigilante.

Dmer HEROUX.